

## Identité(s) militaire(s) et Relations Internationales : éléments d'un dialogue

Christophe PAJON<sup>\*</sup>, Centre de recherche de l'armée de l'air (CReA), Ecole de l'air

L'identité militaire représente un objet d'étude en soi pour les sociologues du militaire, voire le cœur de leur réflexion pour certains d'entre eux. Il en résulte une pluralité d'acceptions reflétant différentes perspectives sociologiques, selon les faits étudiés (par exemple, les mécanismes de socialisation, les relations professionnelles, etc.) ou bien encore les processus de professionnalisation. Comme toute autre identité, l'identité militaire est alors interrogée à différentes échelles (individuelle et collective) et dans différents contextes (par exemple, sur le territoire national, en opération extérieure, dans un environnement multinational, etc.). Même si elle demeure sous-jacente, la fonction d'outil étatique sur la scène internationale n'est pas nécessairement et explicitement mobilisée dans ces efforts de caractérisation de l'identité militaire. En tant que complexe de normes formelles et informelles, de croyances partagées et de valeurs, l'identité militaire est alors à la fois fait social et variable indépendante de phénomènes sociaux. Elle n'appartient cependant pas exclusivement au champ du social pour le sociologue du militaire. En effet, ces valeurs, cette image de soi partagée par les militaires et/ou la population servent également de variables explicatives dans les analyses du comportement du militaire dans le champ du politique.

En effet, sur la scène politique, l'identité militaire, les intérêts corporatifs (Lindemann, Martin, 2006), voire la culture militaire dans son sens le plus commun parfois<sup>1</sup>, viennent éclairer la

---

<sup>\*</sup> Docteur en Science Politique (HDR), Christophe Pajon enseigne auprès des élèves-officiers de l'Ecole de l'air et est chef de l'équipe « Organisation de défense et études de sécurité » (ODES) du CReA. Il a également contribué récemment à l'ouvrage *Les femmes militaires*, dirigé par Claude Weber aux Presses universitaires de Rennes, 2015.

<sup>1</sup> En effet, comme l'a souligné A. Thiéblemont (2005), l'emploi de la notion de culture dans l'étude du militaire s'est d'abord et souvent réalisé sans appareillage scientifique. La culture militaire apparaît alors parfois comme un ensemble « folklorique » rassemblant traditions vestimentaires, tics de langage et cérémonies publiques. La question est alors double. L'une générale est celle du concept de culture lui-même, homogénéisant et aux contours vagues, et de manière conséquente, de son caractère opérationnalisable dans une démarche scientifique. L'autre est relative à l'émergence de la « culture militaire » dans la réflexion sur les affaires militaires en France dans les années 80. Etroitement liés à aux débats autour de la « spécificité militaire », le principe de l'existence d'une « culture militaire » fait surgir la question du caractère ontologiquement et radicalement « autre » de l'objet militaire dans les sciences sociales. La culture militaire ou la spécificité militaire sont en effet considérées, par certains chercheurs, non comme la caractérisation empiriquement constatée d'un fait social, mais simplement comme les éléments d'un discours corporatif militaire. En

rationalité de l'acteur militaire. Les analyses des politiques publiques de défense (ressources humaines, armement, etc.) comme celles de la conduite des relations extérieures offrent de nombreuses illustrations du rôle accordé aux préférences, orientations, valeurs ou encore cadres d'expérience des militaires. Par le truchement de l'approche décisionnelle de la politique étrangère, il est possible de déceler un continuum dans l'emploi, si ce n'est de l'identité militaire, du moins de certaines de ses composantes, depuis les questions internes jusqu'aux réflexions relevant des Relations Internationales<sup>2</sup>. Ce continuum et/ou passerelle de l'identité militaire vers la sphère externe se verrait faciliter par la convergence des postures et des méthodes de recherche entre l'étude des relations internationales et l'analyse des politiques publiques (Petiteville, Smith, 2006).

Toutefois, et c'est bien là que se situe le cœur des prochains développements, le concept d'identité, sans qualificatif cette fois, a déjà sa place au sein des Relations Internationales, au-delà de l'articulation politique publique/politique internationale déjà évoquée. Intimement lié au courant constructiviste dans les Relations Internationales, l'emploi du concept d'identité au sens le plus général, s'inscrit dans ces approches des faits internationaux qui accordent une valeur interprétative et explicative importante à la sphère idéale (Goldstein, Kehoane, 1993 ; Sikkink, 1991; Kazenstein, 1996). Si comme l'identité militaire, la généalogie du concept en Relations Internationales puise ses racines dans la pensée sociologique, il est possible de s'interroger sur le rapport entretenu entre les deux concepts. De manière extrêmement synthétique et provisoire, il s'agirait de répondre à la question suivante : l'identité militaire peut-elle être considérée comme une forme déclinée de l'identité au sens de son emploi dans les Relations Internationales ? Au risque de décevoir les amateurs de suspens, il est possible d'avancer d'ores et déjà que le recouvrement est imparfait. En effet, l'emprunt conceptuel fait à la réflexion sociologique par les Relations Internationales n'a été que partiel (tant du point de vue des objets que des perspectives). Le partage d'un concept n'implique pas alors nécessairement une transférabilité et un emploi des résultats d'un champ disciplinaire dans un autre, de l'interne vers l'externe. En cela,

---

caricaturant, et en réintégrant le cas de l'identité militaire, cette perspective suscite deux interrogations. Dans le registre méthodologique, il s'agit de savoir dans quelle mesure il est convenable d'adapter les outils et grilles d'analyse sociologiques généraux à l'étude de l'identité militaire. Et dans le cadre des problématiques classiques de la sociologie militaire, réapparaît la thèse de la tendance de l'activité militaire à devenir un « métier comme un autre ». On pourra lire, en autres, sur ce sujet certains travaux de B. Boëne (1990) et de F. Hamelin (2003).

<sup>2</sup> Il n'est évidemment pas sous-entendu ici que l'acteur militaire ne soit pas pris en compte classiquement dans les Relations Internationales. Il est question dans ces développements du concept d'identité militaire dans son acception sociologique et interne.

l'identité militaire et l'identité dans les Relations Internationales servent un dialogue à la fois épistémique et empirique entre sociologie du militaire et théories des Relations Internationales<sup>3</sup>. Les principaux éléments de cette discussion seront présentés en trois temps. Après une rapide caractérisation de l'approche identitaire dans les Relations Internationales, l'exposé des principales convergences/divergences conceptuelles entre les deux acceptions d'identité conduiront à la proposition d'une grille de lecture. Cette dernière, le néo-institutionnalisme centré sur l'acteur, semble offrir les outils nécessaires à la composition des deux registres identitaires, militaire (et donc interne) et externe. Dans un dernier temps, la coopération militaire internationale, en l'occurrence, franco-allemande et européenne, fournira une première illustration de l'articulation des résultats des deux perspectives identitaires.

### **L'identité comme variable explicative au sein des Relations Internationales : un objet multidimensionnel et multi niveaux**

L'utilisation du concept d'identité (sans qualificatif), dans l'interprétation des phénomènes internationaux est principalement associée aux approches constructivistes (Zehfuss, 2002), le plus souvent à travers la mobilisation des travaux d'A. Wendt - soit un constructivisme modéré ou dominant. La singularité du (ou des) constructivisme(s) en Relations Internationales est liée à la fois à son contexte d'émergence – la poursuite de la critique de la théorie classique initiée par N. Onuff au début des années quatre-vingt - et à l'importance qu'il accorde à l'intersubjectivité ainsi qu'au concept de structuration développé par A. Giddens (Klotz, Lynch, 1999). Le processus dynamique de structuration<sup>4</sup> de la scène internationale s'explique bien par l'existence d'intérêts, mais d'intérêts construits à travers les différentes interprétations du réel que s'en font les acteurs, interprétations découlant elles-mêmes de leurs identités étatiques (Wendt, 2010, 113 et suiv.). Il ne s'agit pas ici de contribuer aux débats particulièrement riches sur la place du constructivisme et des rapports qu'il entretient avec le néo-libéralisme et le néo-réalisme, voire son actuelle tendance hégémonique (MacLeod, 2004), mais d'appréhender la manière dont le concept d'identité y est « acclimaté ».

---

<sup>3</sup> Cet article reprend une partie des analyses développées dans le cadre d'un mémoire réalisé sous la direction de Thomas Lindemann. pour l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches (soutenue en 2011 et intitulé *A la recherche de l'Europe de la Défense, un itinéraire franco-allemand. La négociation militaire franco-allemande : entre constructivisme et néo-institutionnalisme*).

<sup>4</sup> La dualité structurelle d'Anthony Giddens inspire en partie cette analyse dynamique de l'espace international. Elle offre une vision circulaire de la construction du monde social selon laquelle les dimensions structurantes sont à la fois situées après et avant l'action, comme conditions de l'action et comme produits et permet de concevoir la structuration à la fois comme « habilitante et contraignante » (Giddens, 1987, 444). Le concept de compétence développé par Giddens sert aussi le constructivisme des relations internationales en conduisant à prendre en considération la réflexivité des acteurs (Braspenning, 2002).

Chez A. Wendt, en se restreignant à son approche, si les intérêts restent la clé de compréhension du comportement des acteurs sur la scène internationale, l'identité est au fondement de ces intérêts. Cependant, les intérêts, comme l'identité, se redéfinissent selon les situations et les interlocuteurs. L'identité, bien que déterministe car prescrivante/déterminante des règles de conduite, s'avère donc dynamique et surtout co-construite par les acteurs, entre *Ego* et *Alter*. Les interactions entre les acteurs, comme d'ailleurs l'anticipation du comportement de l'un par l'autre, reflète et mettent en acte des identités, qui se modèleront mutuellement, tant dans leur contenu que dans leurs expressions. La poursuite de cette rapide, et donc forcément simplificatrice, synthèse de l'identité chez A. Wendt, passe par le constat de la nature collective de cette identité. A l'échelle internationale, *Alter* et *Ego* sont en effet des êtres collectifs, dont l'identité se décompose en une dimension interne et externe : *Corporate Identity*, *Role Identity*, *Type identity*. Derrière les expressions d'identité de type et de corps, exogènes à la scène internationale, émerge la notion de culture. C'est en effet le régime politique, l'histoire, la langue, etc., propres à une sorte de sphère interne qui vont aussi déterminer l'identité de l'acteur. Ce type d'approche culturaliste n'est pas d'ailleurs attaché à la pensée d'A. Wendt., Elle est aussi mobilisée ainsi chez Peter Katzenstein ou encore chez Barry Buzan et ses épigones de l'École de Copenhague avec la notion de culture sécuritaire.

A la lumière de cette rapide singularisation de l'emploi du concept d'identité chez A. Wendt, il apparaît que l'identité militaire telle qu'appréhendée par le sociologue du militaire n'aurait guère sa place dans cette compréhension des phénomènes internationaux. En effet, proche finalement des conceptions réalistes, et malgré l'importation explicite de la théorie de l'agence (Wendt, 1987), l'acteur d'A. Wendt, est unitaire et son identité surpasse celles de ses composantes, administratives et/ou individuelles. Toutefois, malgré leur apport et leur influence, les travaux d'A. Wendt ne résument pas le constructivisme en Relations Internationales. Certaines approches appréhendent l'influence des « cultures organisationnelles », telles que celles des administrations militaires. Celles-ci « permet[tent] à la différence de celle qui analyse les structures « intersubjectives » du système international, de comprendre les variations « nationales » des politiques étrangères » (Lindemann, 2008, 32). En effet, dans le cadre, par exemple, d'une négociation internationale, et plus particulièrement comme on le verra, de la coopération militaire, les accélérations et ralentissements, les échecs et les réussites ne peuvent s'expliquer par les seules évolutions de l'environnement externe (Kier, 1995). La caractérisation du système de pensées, de valeurs, de croyances, voire du « référentiel » d'un acteur militaire, apparaît alors utile à la compréhension des comportements adoptés par l'acteur étatique. Les interdépendances/interactions au sein du champ interne deviennent variables explicatives sur le

champ international. Il convient de souligner qu'en s'écartant (?) de la seule lecture constructiviste, l'acteur militaire et ses matrices cognitives, et non pas le simple agent militaire, sont déjà considérés depuis longtemps comme des variables explicatives au sein des analyses néolibérales et de type décisionnelle.

Donc, bien que l'approche *top-down* semble dominante au sein du ou des constructivismes en Relations Internationales, une approche par le bas, par « l'interne » du phénomène international et de l'acteur militaire est identifiable. À une forme de circularité qu'on pourrait qualifier d'horizontale proposée par A. Giddens, s'en adjoint une autre entre les niveaux internes et externes, dont une modélisation peut être découverte chez R. Putnam dans sa diplomatie de la diplomatie à deux niveaux (Putnam, 1988 ; Knopf, 1993). Les transformations identitaires intersubjectives à l'échelle internationale induisent des évolutions culturelles et organisationnelles, qui vont elles-mêmes induire une transformation des identités de type, de rôle, et collective lors des interactions.

### **De l'externe vers l'interne : quel déterminisme pour l'identité militaire ?**

Une fois posée cette fragile passerelle, faut-il encore considérer dans quelle mesure l'acclimatation du concept d'identité à l'échelle internationale peut introduire des divergences avec l'identité, à la fois sociale et professionnelle, qu'étudie le sociologue du militaire. Tout d'abord, dans ce dernier cas, l'identité y est appréhendée classiquement comme un double processus d'identification et de différenciation, d'ipsité et d'altérité. Cette construction identitaire, à travers les mécanismes de socialisation, se poursuit tout au long de l'existence de l'individu. Pour l'acteur militaire, l'engagement, la formation militaire représente une socialisation secondaire, en l'occurrence professionnelle. Elle s'appuie sur des agents et des instances de socialisation, mais gît également dans l'interaction entre les individus. Les travaux de l'École de Chicago, et en particulier ceux d'H. Becker, soulignent ainsi que la création et la diffusion des normes sont aussi le fruit de l'interaction. Le discours, le geste ou l'*hexis*, jugés appropriés sont des valeurs mises en acte, valeurs qui participent de l'identité. Or, un certain courant du constructivisme sociologique<sup>5</sup>, qu'il soit appliqué aux phénomènes internes ou externes, plonge une partie de ses racines dans l'interactionnisme. En ce sens, comme dans son acception internationaliste, l'identité apparaît dynamique et intersubjective. Si la description des relations entre *Alter* et *Ego* tend plus à ressembler chez Wendt à une illustration d'une théorie des jeux à coups successifs, la formation de l'identité collective pourrait être cependant assimilée au produit d'un processus

---

<sup>5</sup> On rappellera, comme le démontre l'ouvrage synthétique de Ph. Corcurff (1995), que la généalogie de la pensée constructiviste est complexe et que les postulats des constructivismes sociologiques se révèlent parfois nettement distincts.

d'identification, voire de socialisation anticipatrice, soit l'adoption par un individu des valeurs et comportements qu'ils attribuent aux membres du groupe/classe auquel il souhaite appartenir.

Cependant, il faut se méfier de tout nominalisme. En l'occurrence, le changement d'échelle que subit le concept d'identité, et plus spécifiquement d'identité militaire, passant de la sphère interne vers la sphère externe, ne représente pas une véritable homothétie. L'examen de deux objets peut permettre la mise en évidence des distorsions : la place de l'individu et le rôle de la culture ou plus précisément des cadres sociaux dans la construction des orientations/préférences des acteurs, soit la dimension plurielle de l'identité.

Tout d'abord, ce constructivisme social, parmi ces « nouvelles sociologies », bien que présenté généralement autour de l'opposition matérialisme/idéalisme objet/sujet dépassant le seul cadre sociologique, s'appuie sur l'interactionnisme, et donc une approche individualiste. Si les instances et les mécanismes de socialisation classiques restent bien centraux dans la construction identitaires et la transmissions de normes et de valeurs chez P. Berger et T. Luckmann (1996), les auteurs de *La construction sociale de la réalité*, insistent sur le fait que ces normes et ces valeurs sont aussi (d'abord) le fruit de multiples interactions interindividuelles, répétées concrètes. Ces échanges entre les individus seront aussi le moyen de leur diffusion<sup>6</sup>. Finalement la construction identitaire ne peut être appréhendée de manière complète dans sa seule perspective holiste.

Dès lors, même au sein d'une organisation aussi marquée par la normativité que l'armée et où des processus intégratifs doivent conduire à remettre en cause l'individu au profit du « collectif », l'identité professionnelle se construit aussi dans un dialogue entre l'individu et l'organisation tant du point de vue axiologique (interprétations/appropriations des « valeurs » institutionnelles) que des pratiques (dans l'activité professionnelle). S'il y a les « règles du jeu » déterminées, imposées, il y a aussi un jeu avec les règles qui sera à l'origine de la création d'espaces de liberté ou encore de phénomènes de différenciation, d'étiquettes (insignes non référencés, vocabulaires, etc.) non construits par l'institution militaire.

Le processus de créations normatives et de recomposition identitaire se poursuit par ailleurs tout au long d'une carrière au gré des missions, des évolutions hiérarchiques ou encore des unités d'affectation. Etre affecté dans un état-major ou dans une structure multinationale, participer à un projet interarmées peuvent induire des « socialisations secondaires », voire des chocs biographiques. A titre d'illustration, les relations hiérarchiques peuvent être jugées plus ou moins « libérales » selon le pays d'appartenance, ou encore la présence de personnels civils peut également induire des inflexions dans les relations professionnelles. Les comportements des acteurs militaires, leurs orientations et leurs préférences, expressions de leur identité, peuvent se

---

<sup>6</sup> On peut retrouver d'ailleurs cette grille de lecture chez certains néo-libéraux (cf. Finnemore, 1993).

voir alors modifiées par la création/apprentissage de nouvelles normes ou d'une nouvelle hiérarchie de valeurs. Cela peut être le cas, par exemple, dans le cadre d'une activité de coopération institutionnalisée dont les principes peuvent apparaître comme contradictoires avec certaines conceptions classiques des valeurs militaires (on pense en particulier à une ligne hiérarchique plus « floue », une forme de double hiérarchie, mettant en concurrence plus ou moins explicite hiérarchie nationale et multinationale). En conclusion, si ces deux constructivismes, l'un internationaliste, l'autre interne, affirme une véritable autonomie des acteurs en raison de leur capacité à modifier le réel à travers un processus de production normative, l'un semble interdire l'autre. En effet, l'identité telle qu'employée par le constructivisme d'A. Wendt émancipe les acteurs étatiques d'un déterminisme structurel international, mais enchâsse en même temps les acteurs individuels dans une forme de déterminisme « culturel » faisant d'eux simplement des agents, parfois agents de l'Etat – ceux que Duroselle qualifiait de « machinistes ». Si on s'en tient à ce constat, la déconstruction identitaire que permet l'approche constructiviste ne peut que faiblement nourrir les analyses internationalistes, l'approche macrosociologique induisant une forme de déterminisme, que l'on qualifiera de culturalisme.

En effet, et c'est le deuxième point de possible dialogue entre les approches externes et internes dans cette perspective constructiviste, les identités à l'échelle internationale s'avèrent particulièrement homogénéisantes pour les acteurs collectifs et individuels qui composent, par exemple, les Etats. Les normes et les valeurs qui déterminent leurs comportements, leurs préférences seraient, ou bien le produit des interactions entre les acteurs collectifs animant la scène internationale, ou bien les cultures nationales internes, facteur exogène à la scène internationale, un donné. Ceci peut aisément conduire à laisser la place à certaines critiques communes aux approches culturalistes déjà suggérées. De nombreuses appréhensions de l'identité militaire à l'échelle interne ne sont d'ailleurs pas exemptes de ce type de reproches. Ainsi les efforts de caractérisation des « valeurs militaires » ou d'un « esprit militaire » peuvent de ce point de vue être considérées également comme particulièrement réductrices, en particulier si l'on considère la fonction militaire comme une constante anthropologique. Il y aurait une identité militaire internationale, universelle, construite autour d'un ensemble stéréotypé de valeurs telle que, sans exhaustivité, la discipline, le nationalisme et la méfiance à l'égard de l'Autre, et dépendante d'une vision fonctionnaliste. Comme le fit S. Huntington (1981, 25), Abrahamsson, proposa sa caractérisation du cadre de pensée du militaire : nationalisme, autoritarisme, "alarmisme", soit la tendance à voir la politique étrangère essentiellement sous un angle militaire et une croyance pessimiste en la nature humaine. Les analyses classiques, et plus

sophistiquées, du processus de banalisation du « métier des armes » initiées par Janowitz et Moskos, depuis le modèle institutionnel jusqu'à l'occupation en passant par la profession, tendent également à minorer les phénomènes individuels. Cependant, Abrahamsson lui-même soulignait déjà que, si l'intégration des « valeurs militaires » était le résultat d'un processus de socialisation professionnelle militaire, « il est difficile d'affirmer l'impact de cette culture, et de la socialisation professionnelle comme de l'entraînement en comparaison de celui induit par le processus de sélection réalisé durant toute la durée de la carrière » (Abrahamsson, 1972, 75). Il semblait ainsi laissé la place à l'hétérogénéité ainsi qu'aux phénomènes de cooptation et donc aux rôles des interactions interindividuelles.

Or, dans une perspective sociologique interne, le choix d'une méthodologie interactionniste, voire individualiste, conduit nécessairement à la réaffirmation du postulat selon lequel l'action de l'acteur collectif n'est que le résultat, parfois non intentionnel, de l'agrégation d'une multitude de microdécisions individuelles. Par ailleurs, l'interaction entre acteurs collectifs n'est empiriquement observable qu'à travers les échanges entre deux ou plusieurs individus. L'identification et la caractérisation des acteurs individuels passent alors par l'évaluation de leur rôle et de leur comportement selon deux niveaux de lecture, micro- et macro-sociale. C'est en effet dans un environnement contraignant, un système d'action concret, que l'individu va adopter et adapter ses stratégies d'action. Ces dernières représentent un répertoire d'options déterminées et témoignent d'un cadre normatif dans lequel se meuvent les individus. L'introduction du choix individuel offre la possibilité d'intégrer des orientations non motivés par les buts collectifs déclarés et assignés par la fonction ou le rôle endossé. En outre, chaque acteur possède sa propre interprétation, sa « traduction », des buts collectifs, mais aussi des modalités pratiques légitimes de les atteindre. L'évaluation même du résultat d'une action – satisfaisant ou insatisfaisant, succès ou échec – révèle un système de normes qui peut varier d'un individu à un autre, d'un échelon organisationnel à un autre, d'une nationalité à une autre. De manière synthétique, ceci signifie que les normes, dont on observe le respect lors du déroulement des interactions individuelles, sont associées à un cadre d'expérience social primaire<sup>7</sup>, c'est-à-dire un ensemble cohérent de perceptions dans lequel les actes de la vie quotidienne sont compréhensibles pour les individus. Multiples selon les rôles joués par les acteurs au cours de leur existence, ils s'inscrivent dans un « cadre des cadres », sorte de méta-système de croyances. En d'autres termes, l'identité militaire d'un point vue interne, est à la fois plurielle dans sa construction mais aussi en tant que système d'action concret.

---

<sup>7</sup> Je paraphrase ici la définition de Goffman qui distingue par ailleurs les cadres sociaux et des cadres naturels « Est primaire un cadre qui nous permet, dans une situation donnée, d'accorder du sens à tel ou tel de ses aspects, lequel autrement serait de signification » (Goffman, 1991, 30).



## Vers une forme de syncrétisme : les néo-institutionnalismes ?

Dans une certaine mesure, les éléments liminaires à ce dialogue entre deux appréhensions constructivistes de l'identité (internationaliste d'une part, et militaire d'autre part) peuvent se résumer à la question de l'articulation des niveaux micro-, meso- et macro-sociologiques (le militaire, l'unité ou la composante à laquelle il appartient, l'Etat), et à celle du degré d'autonomie accordée à l'acteur individuel. Une partie de la réponse peut être apportée par l'adoption d'une grille de lecture multi-niveaux.

En postulant synthétiquement que les « institutions comptent » (notion que A. Wendt (1995) préfère d'ailleurs à celle de culture) dans la structuration du comportement des acteurs, l'adoption de l'approche néo-institutionnaliste semble offrir une mise en sens du comportement des acteurs militaires (à la fois individuels et collectifs), composant les deux apports constructivistes. Plus précisément, ce sont deux courants, celui du choix rationnel et sociologique qui semblent les plus adaptés dans cette perspective d'échanges entre les concepts d'identité militaire et d'identité dans les Relations Internationales. Une forme de syncrétisme se fait jour à la lecture des analyses développées par F. Scharpf et de R. Mayntz. Dans son « institutionnalisme centré sur l'acteur », F. Scharpf tente ainsi une synthèse en empruntant certaines réflexions à l'institutionnalisme sociologique. Le comportement des acteurs n'y est pas pour lui seulement caractérisé et justifié par la recherche d'une efficacité matérielle, mais aussi soumis à l'influence des croyances partagées par les acteurs. Or, selon le néo-institutionnalisme sociologique, les « formes et procédures devaient être considérées comme des pratiques culturelles, comparables aux mythes et aux cérémonies élaborés par de nombreuses sociétés, que, par conséquent, elles étaient incorporés aux organisations non pas nécessairement parce qu'elles en accroissent l'efficacité abstraite (en termes de fins et de moyens), mais en raison du même type de processus de transmission qui donne naissance aux pratiques culturelles en général » (Hall, Taylor, 1997, 481). Cette articulation représente alors une passerelle entre une approche par le bas et par le haut (c'est-à-dire passant par le concept d'identité tel qu'employé dans les Relations Internationales) de l'identité militaire dans sa perspective constructiviste, en ce qu'il vise à mettre en évidence les systèmes de symboles, les croyances, les « cadres de signification » (Scott, 1983). L'adoption ou la composition d'un comportement approprié par les acteurs, et donc une évolution/changement, dépasse alors la simple application d'un cadre formel.

L'observation chez un acteur d'un comportement, et le développement d'un raisonnement, propres à une activité, par exemple la coopération militaire, atteste d'un changement des pratiques de production d'une décision, mais aussi de la construction idéale d'un intérêt matériel. En d'autres termes, les micro-décisions et objectifs de la coopération militaire au quotidien,

comme ils seront décrits bientôt, sont tout autant le résultat de la formation du militaire au sein de son pays, que de l'intériorisation par l'acteur de ce que sont les intérêts de la coopération pour son Etat d'appartenance et pour la coopération elle-même en tant que projet/organisation possédant son propre passé et complexe de valeurs. Au même titre que l'institutionnalisme historique, l'institutionnalisme sociologique porte son attention sur le processus par lesquels les acteurs « qui créent de nouvelles institutions font des « emprunts » aux modèles institutionnels existants » (Hall, Taylor, 1997, 490). Il y a une socialisation secondaire, et le processus de construction de normes ne se réalise donc pas *ex-nihilo*.

### **Les valeurs de la coopération : éléments de la production d'une axiologie militaire construite**

Comme on l'a souligné, l'identité militaire peut être considérée comme le produit des processus de socialisation. L'accent est mis alors sur leur dimension normative – manières de faire et de penser – et sur le fait qu'elles sont définies et sanctionnées dans un espace social déterminé (interarmées, internationale, civilo-militaire). Ce dernier point éclaire leur hétérogénéité. Cependant, ce système contraignant ainsi défini est incomplet. L'identité se décompose aussi en valeurs. Les valeurs orientent de manière plus diffuse les acteurs. En effet, elles représentent la valorisation de certains objets, objectifs ou comportements par les acteurs. Si elles structurent des processus d'évaluation, certes non formalisés, elles ne sont pas pour autant issues d'une démarche logico-expérimentale. Si les jugements de valeurs ne sont pas purement subjectifs (puisqu'ils naissent de la confrontation et de l'accommodation avec d'autres individus ou organisations), ils ne représentent pas non plus une réalité objectivable. Enfin, les valeurs ne sont pas non plus la source de principes dont on pourrait déduire systématiquement un comportement.

En effet, d'une part, les valeurs interagissent entre elles dans la production d'une préférence. Elle révèle un sens que les acteurs donnent à leur action. Ce type de nuances apparaît ainsi déjà au sein de forces armées nationales entre les membres des différentes composantes (Terre, Air, Marine). La valeur « professionnalisme », centrale pour les trois armées, ne se déclinera pas par exemple concrètement de la même manière pour chacun de ces militaires (disponibilité, compétences, rapports au corps, etc.). Toujours autour de cette valeur « professionnalisme », dans le cadre de la coopération militaire franco-allemande, « l'efficacité opérationnelle » comme élément du professionnalisme militaire doit composer avec les valeurs « réconciliation » et « amitié ». D'autre part, elles sont pluridimensionnelles. Selon le contexte, le « professionnalisme » pourra prendre un contenu distinct, qu'ils s'agissent d'être professionnel dans une gestion administrative ou dans la conduite d'une opération de guerre.

C'est dans l'attribution d'une valeur à certains objets ou projets que les identités participent à la production d'une vision spécifique des intérêts propres ou des rôles. Autrement dit, si le concept d'intérêt propre – existence, préservation de l'indépendance, et croissance – identifie une catégorie idéale-typique à l'origine de préférences, il ne dit rien de son contenu et de la hiérarchisation interne des intérêts pour chacun des acteurs.

Or, dans le cadre d'expérience choisi ici à titre d'illustration, pour les militaires impliqués dans la coopération militaire franco-allemande, les valeurs en jeu sont multiples. Leurs combinaisons produisent pour chaque acteur une hiérarchisation plus ou moins spécifique des options à leur disposition lors de leurs interactions. Non seulement, ils doivent les intérioriser, mais les traduire en options. La combinaison de valeurs déjà évoquée – « opérationnalité versus amitié/réconciliation » – semble particulièrement exemplaire d'une forme de composition axiologique spécifique aux acteurs militaires intervenant dans ce secteur. Elle ouvre sur l'évaluation des options offertes dans les actions de coopération, tout en faisant réapparaître la question du « sens » attribué par les acteurs à leur activité.

Il est alors possible de souligner l'existence d'une dialectique des valeurs structurant l'identité des acteurs militaires de la coopération franco-allemande. La relation franco-allemande peut être qualifiée d'institution en ce qu'elle représente un système de valeurs qui oriente les actions des acteurs. Son expression peut être détectée dans les discours à travers l'emploi de formules fortement normatives : couple ou amitié franco-allemande, relation privilégiée, communauté de destin. Ces motifs rhétoriques peuvent être considérés comme la manifestation d'une réduction des options offertes aux acteurs dans leurs interactions. En effet, dans la mesure où les deux acteurs savent qu'il va y avoir, qu'il « doit y avoir » une poursuite de la coopération, ainsi que des « coups » suivants, l'avenir de la relation devient un enjeu en soi. Plus clairement, l'institution franco-allemande induit une valorisation chez les acteurs de certaines options – solutions binationales, recherche du compromis, construction européenne – et une dévalorisation parallèle de l'unilatéralisme, et un comportement de cavalier seul, qui pourrait entraîner un cycle de punition.

Par ailleurs, l'institution franco-allemande oriente le choix du partenaire avec lequel il est décidé de coopérer. Les valeurs d'amitié ou de réconciliation expliquent et légitiment la préférence pour un Etat plutôt que pour un autre. Le passé guerrier des deux pays – des ennemis héréditaires au couple - participe à la production d'un récit qui donne une valeur pour elle-même à la coopération militaire entre l'Allemagne et la France. Ce dernier donne un sens à une succession de jeux à coups répétés. Le caractère paisible des relations entre les deux Etats est en effet la garantie et le signe de la pacification des relations interétatiques européennes. De ce point

de vue, le fait de coopérer deviendrait une fin en soi et donnerait du sens aux actions de coopération.

Ces deux valeurs « amitié » et « réconciliation » traversent la coopération militaire franco-allemande. Cependant, leur prééminence par rapport à d'autres valeurs n'est pas systématique dans les identités des acteurs, qu'ils soient individuels ou collectifs. Elles sont en particulier en compétition avec l'« efficacité opérationnelle » ou l'« opérationnalité ». C'est ce que reflètent les jugements exprimés par les acteurs militaires sur les projets de coopération au regard de leur contribution à l'accomplissement, au sens large, des missions des armées. Une réelle mutualisation des moyens financiers et humains, l'amélioration de la coordination sur le théâtre d'opération ou l'interopérabilité des matériels sont autant de fins que les acteurs militaires jugent « utiles », et auxquelles ils attribuent une valeur élevée<sup>8</sup>. L'affirmation souvent exprimée par des militaires rencontrés, « on ne coopère pas pour coopérer », souligne cette tension chez les acteurs. L'évaluation que ces professionnels réalisent de leur activité au sein de la coopération, ne se ferait pas, seulement, au regard de leur impact sur la qualité – bonne ou mauvaise – de la relation franco-allemande en tant que but. Pour certains acteurs ou dans certaines situations, « l'opérationnalité » prendrait alors le pas sur « l'amitié » et « la réconciliation » dans la construction des préférences. L'action de coopération revêtirait selon les acteurs deux « sens ». Cette dialectique des valeurs sous-tend les jugements portés sur des décisions et explique certains choix organisationnels.

Il apparaît ainsi un système d'évaluation propre à la coopération militaire au sein de la relation franco-allemande. La coopération militaire est insérée dans un ensemble plus large, celui des relations internationales. Cependant, certains jugements de valeurs de la part des acteurs militaires tendent à laisser penser qu'elle est animée d'une logique distincte. « Lors de son enquête sur la jeune Brigade franco-allemande (BFA), Gilles Robert souligna les interrogations suscitées par la création de cette unité mixte chez les cadres français. Sans remettre en cause le principe d'une coopération bilatérale, sa concrétisation sous cette forme ne semblait s'inscrire dans aucune logique « militaire » ou opérationnelle. On voit là s'affronter les deux sens attribués à la coopération. La justification ne pourrait en être que « politique », tribut accordé au rapprochement des deux pays. Cependant, ce « sens » attribué à la BFA ne permettait pas de répondre aux questions qui pouvaient se poser parfois au quotidien à ces militaires sur les objectifs concrets à atteindre [...]« Symbolique » tel fut pendant de nombreuses années le

---

<sup>8</sup> Dire que « l'opérationnalité » ou « l'efficacité opérationnelle » est une valeur permet de la distinguer des valeurs « amitié » ou « réconciliation ». Par la définition attribuée à l'opérationnalité, il serait possible de plutôt voir là l'opposition entre une rationalité instrumentale et une rationalité axiologique. Cela serait juste si on envisageait la politique de coopération dans son ensemble. L'attention se porte ici sur les préférences des acteurs qui n'ont pas toujours une vision complète de la coopération.

qualificatif souvent employé à l'égard de la Brigade franco-allemande au sein des armées. Par les difficultés que sa mise en place suscita et continue de susciter, elle apparaissait aux yeux des professionnels comme le fruit d'une volonté « politique », ne répondant pas à une logique militaire/opérationnelle<sup>9</sup>. » (Pajon, 2006, 146).

D'une manière plus générale, une décision sera qualifiée de « politique » ou de « symbolique » par les acteurs militaires, lorsqu'elle est non-logique du point de vue de l'opérationnalité. Ceci tend à souligner l'existence pour ces derniers de deux sphères distinctes, de deux ordres de grandeur selon la terminologie proposée par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (2006), ne répondant pas aux mêmes logiques. A la sphère politique et diplomatique, la légitimation historique et les symboles, aux militaires, la dimension pragmatique et opérationnelle. Ces deux sphères, en réalité, composent plutôt qu'elles ne s'opposent chez les acteurs afin de donner un sens à la coopération. L'analyse du discours des acteurs militaires confirme en effet l'existence de deux systèmes d'évaluation des décisions de la coopération. L'un construit autour des valeurs de « réconciliation » et d'« amitié » qui permet de comprendre le caractère non-logique de certaines décisions au regard du second système d'évaluation. En effet, les décisions ou les réalisations de la coopération « sont loin d'avoir été toutes qualifiées de « symboliques ». Il en est ainsi des programmes communs d'armement tels ceux des missiles *Roland*, *HOT*, ou encore de l'appareil de transport *Transall*. Ces équipements répondaient à des besoins des deux armées et correspondaient, même de manière schématique pour leurs utilisateurs, à des logiques économiques et industrielles. De manière comparable, les exercices et manœuvres franco-allemands se justifient par de possibles engagements en commun sur un théâtre d'opérations. Il s'agit d'apprendre à travailler ensemble afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle évaluée en terme de rapidité de réaction, de succès de la mission, et de faiblesses des pertes humaines<sup>10</sup>.

L'autre solution développée par les acteurs est celle de l'articulation des deux logiques, soit en réintégrant la coopération militaire comme un secteur parmi d'autres d'un système bilatéral de don et contre-don (ce que l'on donne dans un secteur est compensé par ce que l'on reçoit dans un autre), soit en posant la construction européenne comme intérêt commun.

Enfin, il est alors possible d'appréhender certains choix organisationnels au sein de la coopération militaire franco-allemande à travers cette dialectique « amitié »/ « opérationnalité ». Une partie des acteurs de la coopération, militaires du rang et sous-officiers, souhaiterait parfois une intégration

---

<sup>9</sup> Lors d'une enquête de Sven Gareis sur l'état-major dano-germano-polonais, on demanda aux militaires travaillant au sein de l'état-major multinational dano-germano-polonais quel était, selon eux, l'objectif poursuivi, 88% répondirent qu'ils pensaient moins travailler dans une unité militaire qu'ils ne cherchaient à assurer une fonction plus ou moins politique. Ils évoquèrent un « symbolisme politique » (Gareis, 2003).

<sup>10</sup> L'opérationnalité peut également jouer un rôle dans l'évaluation du partenaire, dans le cas par exemple, de l'évaluation du partenariat avec une armée d'une autre nationalité.

profonde des unités militaires, des échanges quotidiens et permanents. Leur évaluation de cette solution est construite en partie autour du désir de mettre en acte « l'amitié » postulée par la coopération, le sens « politique » de la coopération. La « réalité locale » de la coopération franco-allemande viendrait alors attester alors du décalage entre les deux sens attribués à la coopération, qui coexistent dans ce réseau d'action publique. En effet, c'est l'opérationnalité qui est à la source de choix organisationnels comme la description des formations communes. C'est au nom de l'opérationnalité, d'une certaine conception de l'efficacité militaire, que les officiers allemands et français sont souvent opposés à une mixité aux échelons d'exécution. Cette situation doit être toutefois nuancée selon la composante des forces armées considérées. La nature des missions d'exécution et des systèmes d'armes déployés influence le degré de mixité envisageable. Dans le cadre de missions aériennes, qu'elles soient de défense aérienne ou d'appuis au sol (*Close Air Support*), les exécutants pourront ainsi être amenés à travailler et coordonner étroitement leur action, même et surtout dans un contexte opérationnel.

## Conclusion

Le choix de la grille néo-institutionnaliste centrée sur l'acteur afin de composer les approches identitaires de la sociologie du militaire et des Relations Internationales ne constituent qu'une piste de réflexion. Elle offre cependant selon nous un cadre robuste à l'analyse de phénomènes internationaux où convergent des logiques internes et externes (voire hybrides dans le cas de la scène européenne), ainsi qu'individuelles et collectives. De plus, plus précisément lié à l'objet des développements précédents, elle éclaire d'une certaine manière comment le concept d'identité dans le champ des Relations Internationales et celui d'identité militaire peuvent être articulés dans l'appréhension d'un processus international.

Les deux approches conceptuelles s'accordent sur le fait que les systèmes d'évaluation, les valeurs, comme les rôles occupés par les acteurs orientent leur choix. Mais aussi que ces valeurs, bien que proposées/imposées (qu'ils s'agissent des normes professionnelles ou la représentation sociale d'une relation particulière sur la scène internationale – le couple franco-allemand) font l'objet d'une appropriation par les acteurs. L'identité telle que proposée par A. Wendt est bien en partie co-construite par les acteurs militaires (en reflétant donc pour une par leurs préférences dans ce secteur d'action publique) et constitue une institution/système de contraintes dans lequel ils se meuvent. Si la sphère idéale, prise en tant qu'identité collective internationale éclaire les comportements des acteurs, ces derniers, dont les militaires, la co-construisent tant comme agents d'une entité collective de la scène internationale que comme individus. L'articulation de la double dimension de l'identité militaire, interne et externe, semble possible, mais au prix d'un

effort permanent d'aller/retour entre les niveaux d'analyse, et en n'oubliant pas la double dimension de déterminé et de construit de l'identité, comme ses caractères dynamiques et plurielles. Afin de parfaire alors le lien entre les deux dimensions, il conviendrait de mettre en évidence et d'étudier les processus de socialisation à cette identité construite à l'échelle internationale.

Il serait par ailleurs intéressant d'étendre cette démarche à d'autres agents de l'Etat. Les travaux sur les identités professionnelles des diplomates (Piotet, Loriolo, Delfolie, 2013) mériteraient d'être plus explicitement mise en dialogue avec certaines approches constructivistes des Relations Internationales.

## Bibliographie

- ABRAHAMSSON, Bengt, *Military Professionalization and Political Power*, Beverly Hills : Sage, 1972.
- BERGER, Peter, et LUCKMAN, Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris : Armand Colin, 1996.
- BOLTANSKI, Luc et THEVENOT, Laurent, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris : Gallimard, 2003.
- BOENE, Bernard (dir.), *La spécificité militaire*, Paris : Armand Colin, 1990.
- BRASPENNING, Thierry, « Constructivisme et réflexivisme en théorie des relations internationales », *Annuaire Français des Relations Internationales*, vol. III, 2002, pp. 314-329
- CHECKEL, Jeffrey T., « Social Construction and Integration », *Journal of European Public Policy* 6 (4), 1999, pp. 545-560.
- CORCUFF, Philippe, *Les nouvelles sociologies. Construction de la réalité sociale*, Paris : Nathan, 1995.
- GAREIS, Sven, *Conditions of Military Multinationality. The Multinational Corps Northeast in Szczecin*, Forum International (24) : Strausberg, 2003.
- GIDDENS, Anthony, *La Constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*, Paris : PUF, 1987.
- GOFFMAN, Erving, *Les cadres de l'expérience*, Paris : Editions de Minuit, 1991.
- GOLDSTEIN, Judith, et KEHOANE, Robert (eds), *Ideas and Foreign Policy : Beliefs, Institutions, and Political Change*, New-York, Ithaca : Cornell University Press, 1993.
- HALL, Peter et TAYLOR, Rosemary, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, 47e, n°3-4, 1997, pp. 469-496.
- HAMELIN, Fabrice, Fabrice Hamelin, « Le combattant et le technocrate. La formation des officiers à l'aune du modèle des élites civiles », *Revue française de science politique*, 3 (Vol. 53), 2003 pp. 435-463
- HUNTINGTON, Samuel P., *The Soldier and the State. The Theorie f Politics and Civil-Military Relations*, Cambridge MA : Harvard University Press, 1981 (7<sup>ème</sup> éd.).
- KAZENSTEIN, Peter J., *The Culture of National Security : Norms and Identity in Worlds Politics*, New-York, Ithaca : Cornell University Press, 1996.
- KIER, Elizabeth Kier, « Culture and Military Doctrine. France between the Wars », *International Security*, 19 (4), 1995, pp. 65-93.
- KLOTZ, Audie et LYNCH, Cecilia, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », *Critique Internationale*, 2, 1999, pp. 51-62.
- KNOPF, Jeffrey W., « Beyond Two-Level Games : Domestic-International Interaction in the Intermediate-Range Nuclear Forces Negotiations », *International Organization*, 47 (4), 1993, pp. 613.
- LINDEMANN, Thomas, *Penser la Guerre. L'apport constructiviste*, Paris : L'Harmattan, 2008.

- LINDEMANN, Thomas, et MARTIN, Michel-Louis Martin (dir.), *Les militaires et le recours à la force armée : faucons, colombes ?*, Paris : L'Harmattan, 2006.
- MAC LEOD, Alex, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », *Cultures & Conflits*, 54, été 2004 : URL : <http://conflits.revues.org/1526>
- FINNEMORE, Martha, « International Organizations as Teachers of Norms : The United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization and Science Policy », *International Organization*, 47 (4), 1993, pp.565-597.
- PETTTEVILLE, Franck, et SMITH, Andy, « Analyser les politiques publiques internationales », *Revue française de science politique*, 56 (3), 2006, pp. 357-366.
- PIOTET, Françoise, LORIOL, Marc et DELFOLIE, David (dir.), *Splendeurs et misères du travail des diplomates*, Paris : Hermann, 2013.
- PUTNAM, Robert, « Diplomacy and Domestic Policy. The Logic of Two-Level Games », *International Organization*, 42 (3), été 1988, pp.427-460.
- SCOTT W.R., « Institutions and Organizations : Toward a Theoretical Synthesis », in SCOTT, W.R. et MEYER J.W. et al (eds), *Institutional Environments : Ritual and Rationality*, Beverly Hills : Sage, 1983, pp. 55-80.
- SIKKINK, Kathryn, *Ideas and Institutions : Developmentalism in Brazil and Argentina*, New-York, Ithaca, Cornell University Press, 1991.
- THIEBLEMONT, André, « Approche théorique de la notion de culture militaire », in GRESLES, François (dir.), *Sociologie du milieu militaire*, Paris : L'Harmattan, 2005, pp.15-25.
- WEBER, Max (1992), *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon (Pocket).
- WENDT, Alexander (1989), « Anarchy is What States Make of It : The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, 46 (2), pp. 391-425.
- (1987) « The agent-structure problem in international relations theory », *International Organization*, vol. 41, no. 3, pp. 335-370.
- (1994) « Collective identity formation and the international state », *American Political Science Review*, vol. 88, no. 2, pp. 384-396.
- (1995) « Constructing international politics » dans *International Security*, vol. 20, no. 1, 1995, pp. 71-81.
- (2004) « The state as person in international theory », *Review of International Studies*, vol. 30, no. 2, pp 289-316.
- (2010), *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press.
- ZEHFUSS, Maja (2002), *Constructivism in International Relations : The Politics of Reality*, Cambridge University Press.